



12 décembre,

manifestons à Bruxelles contre les politiques austéritaires

**Pour les services publics,
pour nos salaires et nos retraites,
pour l'égalité entre femmes et hommes**

MONTREUIL, 1^{er} DÉCEMBRE 2023

LA COMMISSION EUROPÉENNE a proposé de réviser les règles budgétaires du pacte de stabilité et de croissance pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2024. Que les actionnaires et les marchés financiers se rassurent ! Le seuil du déficit budgétaire des États serait maintenu à 3 % maximum du Produit intérieur brut. Quant à la dette publique, le seuil maximum serait maintenu à 60 % maximum de ce même produit.

Cela signifie que les pays ne respectant pas ces seuils seront et sont d'ores et déjà invités à organiser une purge budgétaire et une baisse drastique de leurs dépenses publiques !

C'est pourquoi, avec un mépris assumé de la représentation nationale, la Macronie a fait adopter différentes lois de finances à marche forcée, en multipliant le recours à l'article 49-3 : la loi de programmation des finances publiques jusqu'à l'année 2027, les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale 2024.

Le menu proposé est plus qu'indigeste avec, entre autres :

- L'asphyxie et l'étranglement budgétaire des collectivités territoriales,
- Un objectif national de progression des dépenses au titre de l'assurance maladie (Ondam) de 3,2 %, inférieur à l'inflation et ne permettant pas de répondre aux besoins de santé du monde du travail et de la population,
- L'engagement d'une revue à la baisse des dépenses publiques pour un montant de 12 milliards d'euros.

Dans le même temps, des milliards d'euros continueront à être mobilisés en faveur du capital, qu'il s'agisse des baisses d'impôts, des exonérations et des allègements des cotisations sociales où encore des aides publiques allouées aux entreprises sans aucune conditionnalité.

Dans la Fonction publique, Stanislas Guerini entend procéder à un **nouveau gel de la valeur du point d'indice et annonce une année blanche en 2024.**

Plus largement, le contentieux salarial au sens large du terme ne cesse de se creuser :

- Décrochage du point d'indice de l'ordre de 20 % depuis 2010
- Pas d'indexation de l'évolution de la valeur du point sur l'inflation,
- Tassement et « smicardisation » des grilles indiciaires,
- Absence de revalorisation des filières à prédominance féminine, inégalité salariale de l'ordre de 12 % entre les femmes et les hommes, etc.

Que dire des retraité·es dont les pensions atteignent des niveaux qui ne leur permettent plus de subvenir à leurs besoins.

Face au détricotage des services publics et de la Fonction publique, à une paupérisation croissante du monde du travail, à l'accroissement des inégalités qui ne cessent de nourrir la droite extrême et l'extrême droite, **l'urgence consiste à imposer d'autres choix !**

L'urgence, c'est la reconquête et le développement des services publics et de la fonction publique pour répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain à commencer par la bifurcation écologique !

L'urgence, c'est l'augmentation significative des traitements, des salaires, des pensions et des retraites !

L'urgence, c'est l'égalité, à commencer par celles entre les femmes et les hommes !

C'est possible par une **autre appropriation des richesses produites par le monde du travail et l'adoption de lois de finances en rupture avec l'austérité budgétaire** pour servir l'intérêt général et le progrès social.

C'est dans ce sens que l'UFSE-CGT s'inscrit dans la mobilisation appelée par la Confédération européenne des syndicats (CES) et appelle les personnels, fonctionnaires et agents non-titulaires, actifs et retraités, à faire entendre leurs revendications, à se mobiliser et, pour celles et ceux qui le peuvent, à manifester, dans l'unité la plus large, à l'

euro-manifestation
qui sera organisée le
mardi 12 décembre
à Bruxelles.

L'euro manifestation débutera à 10 heures Place Poelaert à Bruxelles. L'Union Fédérale des syndicats de l'État a déposé un préavis de grève pour la journée du 12 décembre.